

# **Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement**

## **Rapport financier trimestriel**

**Pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019**

### **Table des matières**

- Introduction
- Mandat
- Méthode de présentation du rapport
- Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs
  - Changements importants apportés aux autorisations
  - Changements importants apportés aux dépenses trimestrielles
  - Changements importants apportés aux dépenses cumulatives à la fin du trimestre
- Risques et incertitudes
- Changements importants quant au fonctionnement, au personnel et aux programmes
- Approbation des cadres supérieurs
- Annexes A et B

**© Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement  
(2020)**

**Tous droits réservés**

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement.

This publication is also available in English:

Quarterly Financial Report for the quarter ended December 31, 2019 - Secretariat of the National Security and Intelligence Committee of Parliamentarians

CP101-1F-PDF  
ISSN 2562-8364

## Introduction

Le présent rapport trimestriel a été préparé par la direction tel que l'exige l'article 65.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et selon les modalités prescrites par la Directive sur les normes comptables : GC 4400 Rapport financier trimestriel des ministères. Le rapport doit être lu de concert avec le Budget principal des dépenses de 2019-2020 et les autres rapports trimestriels. Ce rapport trimestriel n'a pas fait l'objet d'une vérification externe ou d'un examen.

## Mandat

La *Loi sur le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement*, qui a reçu la sanction royale le 22 juin 2017, constitue officiellement le Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (le Secrétariat). Le Secrétariat soutient le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement (le Comité) dans l'exercice de son mandat. Le Comité a pour mandat :

- d'examiner les cadres législatif, réglementaire, stratégique, financier et administratif de la sécurité nationale et du renseignement;
- d'examiner les activités des ministères liées à la sécurité nationale ou au renseignement, à moins qu'il ne s'agisse d'opérations en cours et que le ministre compétent ne détermine que l'examen porterait atteinte à la sécurité nationale;
- d'examiner toute question liée à la sécurité nationale ou au renseignement dont il est saisi par un ministre.

Le Secrétariat veille à ce que, dans le cadre de ces examens, le Comité reçoive en temps opportun les renseignements classifiés pertinents et des conseils stratégiques et spécialisés. Il aide à l'élaboration des rapports du Comité et fournit le soutien voulu en vue d'assurer le respect des exigences en matière de sécurité.

Comme le Secrétariat a été créé au cours de l'exercice 2017-2018, il n'est pas encore doté d'une architecture d'harmonisation des programmes aux fins de l'établissement de rapports. Un cadre ministériel des résultats et un répertoire des programmes connexes sont en cours d'élaboration; ils devraient être terminés pendant l'exercice 2020-2021.

## Méthode de présentation du rapport

La direction a établi le présent rapport trimestriel en utilisant une méthode de comptabilité axée sur les dépenses. L'état des autorisations joint au rapport présente les pouvoirs de dépenser accordés par le Parlement et les pouvoirs qu'utilise le ministère conformément au Budget principal des dépenses pour l'exercice 2019-2020. Le présent rapport trimestriel a été préparé à l'aide d'un référentiel à usage particulier (comptabilité de caisse) conçu pour répondre aux besoins d'information financière à l'égard de l'utilisation des autorisations de dépenser.

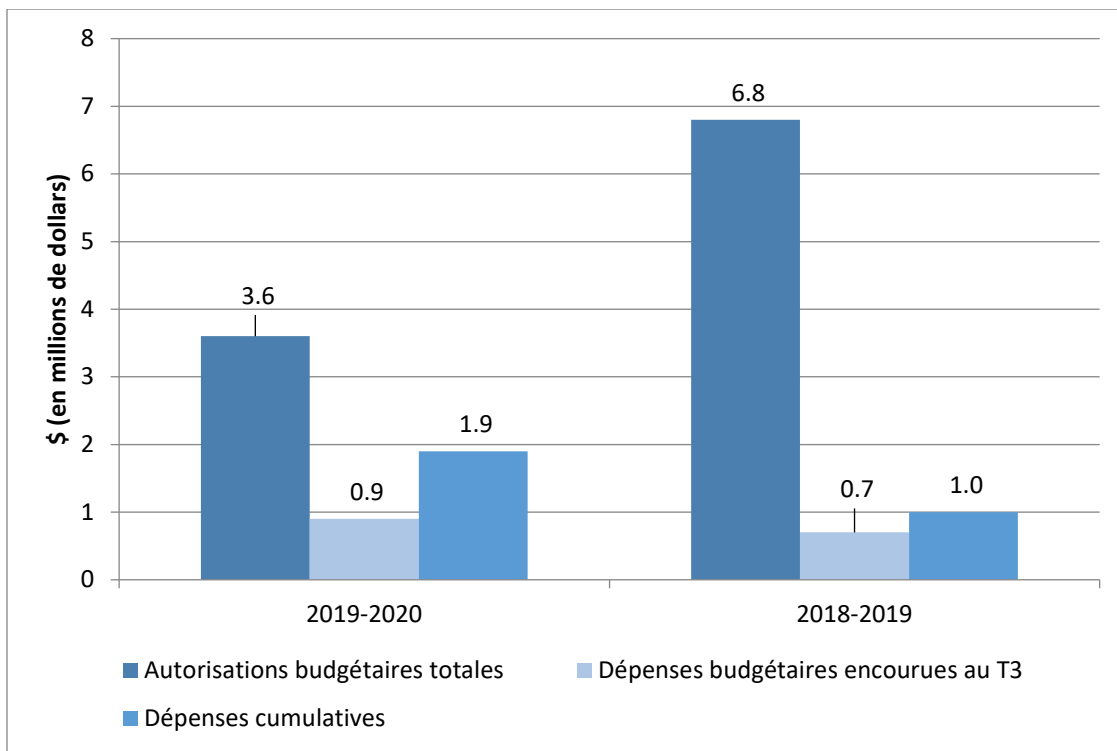
Le gouvernement ne peut dépenser sans l'autorisation préalable du Parlement. Les autorisations sont accordées par l'entremise de lois de crédits, sous forme de limites annuelles, ou par l'entremise de lois sous forme de pouvoirs législatifs de dépenser à des fins déterminées.

Le Secrétariat utilise la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation de ses états financiers annuels qui font partie du processus de rapport sur les résultats ministériels. Toutefois, les pouvoirs de dépenser votés par le Parlement sont encore en fonction d'une comptabilité axée sur les dépenses.

## Faits saillants des résultats financiers trimestriels et cumulatifs

Cette section souligne les points importants qui ont contribué à l'augmentation ou la diminution nette des autorisations disponibles pour l'exercice et présente les dépenses réelles pour le trimestre se terminant le 31 décembre 2019.

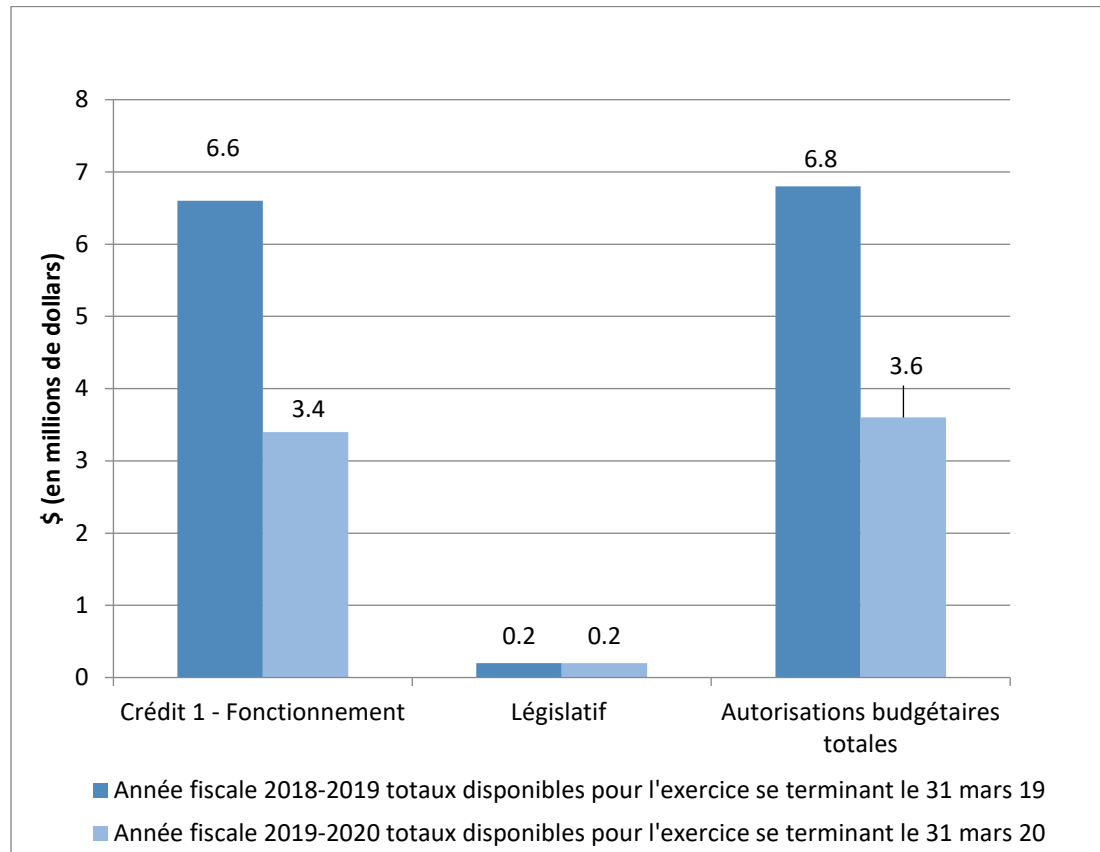
Le Secrétariat avait dépensé environ 53 % de ses autorisations à la fin du troisième trimestre, comparativement à 15 % à la fin du même trimestre de l'exercice 2018-2019 (consultez le graphique 1 ci-dessous).



**Graphique 1 : Comparaison des autorisations budgétaires totales et des dépenses budgétaires nettes totales au troisième trimestre des exercices 2019-2020 et 2018-2019**

### Changements importants apportés aux autorisations

D'après le graphique 2 ci-dessous, au 31 décembre 2019, les autorisations totales dont disposait le Secrétariat en 2019-2020 s'élevaient à 3,6 millions de dollars comparativement à 6,8 millions de dollars au 31 décembre 2018, une diminution nette de 3,2 millions de dollars, ou 47 %. La diminution nette s'explique par le transfert du financement de 2017-2018 à 2018-2019 afin de l'harmoniser avec les coûts de construction ponctuels des installations permanentes du Secrétariat.



**Graphique 2 : Variation des autorisations au 31 décembre 2019**

### *Changements importants apportés aux dépenses trimestrielles*

Les dépenses du troisième trimestre ont totalisé 882 000 \$, soit une augmentation de 200 000 \$ (29 %) par rapport aux 682 000 \$ dépensés au cours de la même période en 2018-2019. Le tableau 1 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Exercice 2018-2019 Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Variation en \$	Variation en %
Personnel	461	444	17	4 %
Transports et communications	25	8	17	205 %
Information	0	3	(3)	(111 %)
Services professionnels et spéciaux	375	222	153	69 %
Location	10	0	10	0 %
Achat de services de réparation et d'entretien	(3)	0	(3)	0 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	1	0	1	0 %
Acquisition de machines et de matériel	12	5	7	137 %
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>882</b>	<b>682</b>	<b>200</b>	<b>29 %</b>

\* Les montants ayant été arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre aux totaux indiqués.

**Tableau 1 : Comparaison trimestrielle des changements importants aux dépenses, par article courant**

#### *Transport et communications*

L'augmentation de 17 000 \$ est principalement attribuable au moment d'entrée des transactions dans le système financier de l'organisation et sera rajustée au quatrième trimestre de l'exercice en cours.

L'augmentation est aussi majoritairement attribuable aux déplacements du Secrétariat à l'étranger pour participer au International Intelligence Oversight Forum de 2019.

#### *Information*

La diminution de 3 000 \$ s'explique par l'absence des coûts pour les services de communication en 2019-2020 comparativement au même trimestre de l'exercice précédent. Pendant le troisième trimestre de 2018-2019, le premier rapport du Comité, le rapport spécial sur le voyage du premier ministre en Inde, a été déposé au Parlement. Le Comité et le Secrétariat ont misé sur l'expertise de services externes de communication professionnels pour soutenir les préparatifs en vue du dépôt du premier rapport au Parlement.

#### *Services professionnels et spéciaux*

L'augmentation de 153 000 \$ est attribuable au décalage du paiement des factures relatives aux services de traduction pour le rapport annuel du Comité et au soutien administratif fourni par le Bureau du Conseil privé.

#### *Acquisition de machines et de matériel*

L'augmentation de 7 000 \$ s'explique majoritairement par l'acquisition de classeurs sécurisés.

### Réparations

Le crédit de 3 000 \$ pour les réparations est attribuable à la correction d'une facture payée précédemment pour la construction des installations permanentes du Secrétariat.

### Changements importants apportés aux dépenses cumulatives à la fin du trimestre

Les dépenses cumulatives à ce jour totalisent 1 909 000 \$, soit une augmentation de 873 000 \$ (84%) par rapport aux 1 036 000 \$ dépensés au cours de la même période en 2018-2019. Le tableau 2 ci-dessous présente les dépenses budgétaires par article courant.

Changements importants dans les dépenses par article courant (en milliers de dollars)	Exercice 2019-2020 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2019	Exercice 2018-2019 Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre terminé le 31 décembre 2018	Variation en \$	Variation en %
Personnel	1 109	622	487	78 %
Transports et communications	44	25	19	77 %
Information	13	7	6	88 %
Services professionnels et spéciaux	643	305	338	111 %
Location	61	0	61	0 %
Achat de services de réparation et d'entretien	17	8	9	120 %
Services publics, fournitures et approvisionnements	5	0	5	0 %
Acquisition de machines et de matériel	16	70	(54)	(78 %)
Autres subventions et paiements	2	0	2	0 %
<b>Dépenses budgétaires brutes totales</b>	<b>1 909</b>	<b>1 036</b>	<b>873</b>	<b>84 %</b>

\* Les montants ayant été arrondis, leur somme pourrait ne pas correspondre aux totaux indiqués.

### Tableau 2 : Comparaison des changements importants aux dépenses cumulatives à la fin du trimestre, par article courant

#### Personnel

L'augmentation de 487 000 \$ est principalement attribuable au fait que le Secrétariat a fonctionné avec un effectif presque complet tout au long de l'exercice comparativement à 2018-2019. Le Secrétariat a actuellement un poste à pourvoir et met en œuvre des mesures temporaires pour pallier cette lacune. En 2018-2019, le Secrétariat bâtissait l'organisation; les mesures de dotation ont été réglées en octobre 2018.

#### Transport et communications

Comme il a été mentionné, l'augmentation de 19 000 \$ s'explique principalement par les déplacements à l'étranger du personnel du Secrétariat, ainsi que par les activités de sensibilisation supplémentaires menées par le personnel du Secrétariat auprès des intervenants et des organisations non gouvernementales au cours de l'année.

#### Information

L'augmentation de 6 000 \$ est attribuable au décalage du paiement des factures relatives aux services de révision professionnels pour le Rapport annuel au premier ministre.

### *Services professionnels et spéciaux*

L'augmentation de 338 000 \$ s'explique principalement par les différences considérables entre les besoins de fonctionnement de l'organisation des deux exercices. En 2018-2019, la majorité des dépenses engagées au titre de cet article étaient liées aux services de sécurité utilisés pour surveiller les travaux de rénovation des installations permanentes du Secrétariat. En 2019-2020, le paiement annuel que verse le Secrétariat au Centre de la sécurité des télécommunications pour des services spécialisés de soutien des TI a augmenté puisqu'il fonctionne maintenant à plein rendement. Tel que mentionné précédemment, il y a un décalage pour le paiement des factures relatives au soutien administratif fourni par le Bureau du Conseil privé.

### *Réparations et entretien*

Les dépenses de 2019-2020 pour les réparations et l'entretien sont attribuables aux coûts supplémentaires pour que les locaux permanents du Secrétariat répondent aux normes applicables relatives aux installations. Les dépenses à ce jour pour 2018-2019 sont liées aux modifications apportées aux locaux temporaires du Secrétariat. Le Secrétariat a emménagé dans ses installations permanentes en octobre 2018, et toutes les factures de rénovations liées à l'aménagement ont été payées au dernier trimestre de l'exercice.

### *Acquisition de machines et de matériel*

La diminution de 54 000 \$ est attribuée aux dépenses ponctuelles effectuées en 2018-2019 pour installer des postes de travail dans les nouveaux locaux.

## **Risques et incertitudes**

Le rapport financier trimestriel du Ministère fait état des résultats de la période financière en cours relativement au budget principal des dépenses pour l'exercice 2019-2020.

Le Secrétariat ne s'attend pas à demander de fonds supplémentaires; par ailleurs, il prévoit effectuer toutes les activités et les opérations à même l'enveloppe budgétaire actuelle. Les pressions et les risques financiers précédemment soulevés ont été traités, notamment par la confirmation qu'il ne sera pas nécessaire de conclure un protocole d'entente avec Services partagés Canada pour obtenir un soutien en technologie de l'information. Le Bureau du Conseil privé fournira ces services dans le cadre d'une entente conclue avec le Secrétariat.

## **Changements importants en lien avec les opérations, l'effectif et les programmes**

L'environnement opérationnel du Secrétariat n'a pas connu de changements importants. Le Secrétariat a mis en place une structure opérationnelle et de gouvernance qui lui permet d'exécuter de son mandat.

Le Secrétariat a actuellement un poste à pourvoir et met en œuvre des mesures temporaires pour pallier cette lacune.



## Approbation des cadres supérieurs

---

Rennie Marcoux, directrice générale  
Ottawa (Ontario)  
26 février 2020

---

Sean Jorgensen, directeur des opérations et dirigeant principal des finances  
Ottawa (Ontario)  
26 février 2020

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement  
 Rapport financier trimestriel  
 Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019

## ÉTAT DES AUTORISATIONS (non vérifié) (note 2)

	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Crédits totaux disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Crédits utilisés pour le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<i>(en dollars)</i>						
Crédit 1 - Dépenses nettes de fonctionnement	3 408 604	827 309	1 744 831	6 572 965	632 109	886 470
Autorisations législatives budgétaires	219 405	54 851	164 554	199 081	49 771	149 311
Autorisations budgétaires totales	3 628 009	882 161	1 909 385	6 772 046	681 880	1 035 781
<b>Autorisations totales</b>	<b>3 628 009</b>	<b>882 161</b>	<b>1 909 385</b>	<b>6 772 046</b>	<b>681 880</b>	<b>1 035 781</b>

Note 1 : N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement  
 Rapport financier trimestriel  
 Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2019

Dépenses ministérielles budgétaires par article courant (non vérifié) (note 2)

	Exercice 2019-2020			Exercice 2018-2019		
	Totaux autorisations disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2020 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2019	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre	Totaux autorisations disponibles pour l'exercice se terminant le 31 mars 2019 (note 1)	Dépensées durant le trimestre terminé le 31 décembre 2018	Cumul des crédits utilisés à la fin du trimestre
<i>(en dollars)</i>						
Dépenses:						
Personnel	1 790 706	460 701	1 108 813	1 673 026	444 275	621 956
Transports et communications	330 004	25 394	43 742	332 040	8 285	24 678
Information	56 003	100	12 926	77 100	2 685	6 785
Services professionnels et spéciaux	1 137 921	375 299	643 203	1 526 803	221 565	305 397
Location	87 491	9 648	60 732	86 705	-	-
Services de réparation et d'entretien	100 000	( 2 521)	17 038	2 626 618	-	7 536
Services publics, fournitures et approvisionnements	15 337	1 351	4 830	40 200	-	-
Acquisition de machines et de matériel	110 547	11 928	16 245	409 554	5 070	69 452
Autres subventions et paiements	-	261	1 856	-	-	( 23)
Dépenses budgétaires brutes totales	3 628 009	882 161	1 909 385	6 772 046	681 880	1 035 781
Dépenses budgétaires nettes totales	3 628 009	882 161	1 909 385	6 772 046	681 880	1 035 781

Note 1 : N'inclut que les autorisations disponibles pour l'exercice et accordées par le Parlement à la fin du trimestre.

Note 2 : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.